



Le directeur de sécurité de Facebook : les discours ne sont pas tous « créés égaux »

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 06 juin 2018

wsws.org

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

Alex Stamos, chef de la sécurité de Facebook, a présenté un aperçu du régime de censure orwellienne mis en place par la plus grande société de médias sociaux au monde la semaine dernière lors d'une conférence militaire annuelle à Tallinn, en Estonie.

S'exprimant devant un auditoire composé de généraux, d'agents du renseignement et de politiciens d'Europe de l'Est, Stamos a averti que des millions de « personnes qui se sentent ignorées ou opprimées » utilisent Facebook pour « pousser à une politique radicale ».

Le discours était un compte rendu de la façon dont l'entreprise s'associe avec les États-Unis et d'autres gouvernements à travers le monde pour contrôler le discours public en ligne, avec l'objectif primaire, mais non déclaré de supprimer l'accès aux perspectives de gauche, anti-guerres et socialistes.



Alex Stamos parlant à CyCon

Stamos s'exprimait à CyCon, une conférence parrainée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN) sur les opérations de cyberguerre et de guerre psychologique. La présence même d'une entreprise de médias sociaux lors d'un tel événement, à quelques centaines de kilomètres de la frontière fortement militarisée de l'OTAN avec la Russie, montre à quel point les géants américains de la technologie ont été intégrés dans son appareil et dans ses opérations internationales.

Stamos a commencé par montrer une carte des connexions sociales facilitées par Facebook. « Comme les gens qui ont tracé ces lignes, et donné aux gens la possibilité de faire ces connexions », a déclaré Stamos, Facebook a la « responsabilité de comprendre et d'atténuer » les risques que sa plate-forme puisse être « utilisée pour le mal », qu'il a caractérisé

comme une attaque « contre les idéaux de Facebook ».

Tout d'abord, Stamos a déclaré que Facebook cherche à lutter contre les « fausses nouvelles » à travers « les changements dans le fil de nouvelles qui exposent ce contenu aux gens ».

Mais au lieu de chercher à déterminer si une information est « fausse », Facebook effectue un profilage de masse des sources d'information en « regardant les métadonnées autour des personnes qui ont créé le compte, le site de nouvelles qui le gère ». Pour évaluer si elle est « digne de confiance ». Grâce à ce régime de censure orwellienne, Facebook classe les organes de presse en catégories et détermine le nombre de personnes autorisées à voir leurs messages sur cette base.

En d'autres termes, l'évaluation par l'entreprise de la « fausseté » d'une information n'est pas déterminée par le fait qu'elle soit exacte, factuelle ou vérifiable, mais plutôt par qui la publie. L'implication logique est que si l'un des « partenaires » de Facebook dans les médias de l'établissement publie une histoire, peu importe à quel point c'est imprécis, biaisé, ou mal informé, l'entreprise continuera de le promouvoir comme « digne de confiance ».

En d'autres termes, la politique de Facebook sur les « fausses nouvelles » est une liste noire politique.

Pour bloquer les « opérateurs d'influence étrangers », a déclaré Stamos, Facebook mène des « enquêtes manuelles sur des groupes organisés » et utilise l'apprentissage automatique pour trouver de « mauvais acteurs » à « l'échelle » de ses milliards d'utilisateurs.

Toutefois, a-t-il ajouté, « la plus grande catégorie d'opérations d'information que nous verrons au cours des deux prochaines années est celle des opérations d'influence nationales », c'est-à-dire des organisations politiques qui cherchent à « influencer » la politique dans leur propre pays.

Facebook cible des groupes de « personnes qui se sentent ignorées ou opprimées », dont le « but » est de « pousser à la politique radicale », a-t-il déclaré. Par exemple, Stamos a mentionné Anonymous, un groupe « hacktiviste » qui a soutenu les protestations d'Occupy Wall Street contre l'inégalité sociale et a été associé au soutien du groupe de journalisme en ligne WikiLeaks.

Numériquement, cependant, la cible la plus importante des mesures de censure de Facebook consiste en des « participants individuels », souvent motivés par des « croyances légitimes » à devenir des « partenaires dans des opérations d'information ». Des millions de personnes ne font pas partie d'un groupe politique, mais expriment leur accord avec les opinions politiques promues par les groupes ciblés par Facebook en partageant leur contenu ou en exprimant leur soutien.

Un « opérateur domestique », a-t-il dit, peut avoir « des milliers et des milliers de personnes qui croient en votre cause ». L'effet de « ces gens ne devrait pas être sous-estimé », a-t-il dit.

Pour étouffer les déclarations politiques du grand public est la censure politique ouverte. Pour cette raison, Facebook doit veiller à ne pas sembler étouffer le discours public, mais à bloquer « l'efficacité » du public dans sa participation à « des campagnes organisées ».

Stamos a déclaré : « Notre réponse ici doit être très, très prudente parce qu'une partie de la libre expression signifie que parfois les gens vont dire des choses avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord, n'est-ce pas ? Une partie de la liberté est la liberté pour les individus de se tromper, et nous devons permettre aux gens de se tromper et de dire des choses qui ne vont pas à l'encontre de nos normes ou normes de discours haineux visant à assurer la sécurité, mais qui sont jugées inappropriées, ce sont les genres de choses que les sociétés ouvertes doivent accepter. Mais nous voulons mettre en œuvre des améliorations de produits pour nous assurer que nous réduisons l'efficacité de ces personnes à faire partie, involontairement, d'une campagne organisée ».

Ces « améliorations de produits » incluent la redirection des usagers vers un contenu approuvé par Facebook et fournissant des « indices éducatifs » les informant que leurs opinions sont « contestées ».

Selon la loi américaine, Facebook est réglementé comme un service de communication, similaire à une compagnie de téléphone ou un service de livraison de colis. Il n'a ni la « responsabilité » ni le droit d'imposer ses « idéaux » à ses usagers.

Selon la compagnie, cependant, le fait qu'elle agisse comme une plate-forme de communication lui donne l'obligation paternaliste de surveiller ce que ses usagers disent et de bloquer leur discours si l'entreprise n'est pas d'accord avec.

Le contenu social de ces « idéaux » est clairement mis en évidence par l'auditoire des renseignements militaires devant lequel parlait Stamos. Au cours des deux dernières années, Facebook a été soumis à une pression incessante de la part du gouvernement américain pour servir d'agent des forces de renseignement de l'État afin de censurer et de supprimer les vues d'opposition sur sa plate-forme. Les principaux partisans de la censure, notamment le sénateur démocrate Mark Warner et le démocrate Adam Schiff, ont clairement indiqué que l'entreprise ferait face à d'intenses pressions réglementaires et publiques si elle ne répondait pas à leurs demandes d'étouffer l'opposition politique en ligne.

Ce faisant, Facebook agit comme un agent de l'État américain, faisant son sale boulot pour subvertir les libertés de parole et de réunion protégées par la Constitution.

Dans sa déclaration la plus inquiétante, Stamos a conclu en appelant à des changements sociaux plus larges, conformément aux mesures déjà prises par Facebook. « Nos sociétés vont devoir commencer à s'adapter à l'idée que toutes les informations ne sont pas égales », a-t-il conclu. Sa conclusion renvoie à la devise des porcs de *La ferme des animaux* de George Orwell : « Tous les animaux sont égaux, mais certains animaux sont plus égaux que d'autres ».

La grande majorité des communications écrites se faisant en ligne, les actions de Facebook constituent, avec d'autres entreprises technologiques, le régime de censure le plus vaste et le plus complet de l'histoire de l'humanité. En dehors et en contradiction avec les droits constitutionnels et humains fondamentaux, Facebook revendique le droit de déterminer ce que des milliards de personnes lisent et disent.

Le World Socialist Web Site se bat pour dénoncer les efforts de Facebook, Google et d'autres géants de la technologie pour censurer l'Internet, qui est le fer de lance d'une volonté de démanteler les libertés d'association et d'expression à travers le monde. Nous exhortons

tous ceux qui veulent prendre part à cette lutte à nous contacter.

Andre Damon

Article paru d'abord en anglais, WWSW, le 6 juin 2018

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Andre Damon](http://AndreDamon.com), wsws.org, 2018

Articles Par : [Andre Damon](http://AndreDamon.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca